

Exercice 2001 - Ouvertures de crédits reprises au budget par décisions modificatives - Crédits complémentaires par affectation partielle de l'excédent de fonctionnement du CA 2000 du budget déchets - Crédits complémentaires par reprise sur les comptes de dépenses imprévues

M. LE MAIRE, Rapporteur : Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à divers ajustements de crédits, par décisions modificatives au budget de l'exercice courant, et de doter certaines lignes de crédits complémentaires.

Les compléments de crédits demandés en dépenses s'élèvent à 2 111 350 F soit 321 874 €. Ils seront financés :

au Budget Principal :

- pour 525 000 F soit 80 036 € par transferts du compte de dépenses imprévues investissement inscrit au chapitre 918 du Budget Primitif 2001.

- pour 736 350 F soit 112 256 € par transferts du compte de dépenses imprévues fonctionnement inscrit au chapitre 938 du Budget Primitif 2001.

au Budget Déchets :

- pour 850 000 F soit 129 582 € par affectation partielle de l'excédent de fonctionnement du CA 2000 .

Ces propositions sont regroupées dans les tableaux ci-après, à savoir :

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses.

II - Crédits complémentaires par affectation partielle de l'excédent de fonctionnement du CA 2000 du budget déchets.

III - Crédits complémentaires par reprise sur les comptes de dépenses imprévues.

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	BUDGET PRINCIPAL				
90 322 2135 509 52000	Redéploiement de crédits pour financer le câblage de la salle météo de la Citadelle. Musées - Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Domaine de la Culture		- 7 900		
92 020 61558 97025 10100	Administration générale de la collectivité - Services extérieurs - Entretien et réparations sur autres biens mobiliers - Installations téléphoniques				7 900
92 90 7474 89064 400	Reversement de recettes de la commune de Chemaudin sur la ZI de Chemaudin (convention du 2 décembre 1997). Interventions économiques - Participations des communes - ZI de Besançon- Chemaudin			603 810	
92 815 758 35000	Reversement par la CTB d'un dégrèvement de taxe professionnelle au titre de l'exercice 2000. Transports urbains - Produits divers de gestion courante				116 954

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	Ajustement des crédits concernant l'opération Été Top Vacances 2001 suite à la délibération du 31 mai 2001.				
	<i>Participation de la Caisse d'Allocations Familiales</i>				
92 422 7478 47034	Autres activités pour les jeunes - Participations autres organismes		- 6 624		- 6 624
92 422 6042 47034	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
92 422 7478 47032	Autres activités pour les jeunes - Participations autres organismes		- 8 712		- 8 712
92 422 6042 47032	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
92 422 7478 47033	Autres activités pour les jeunes - Participations autres organismes		- 6 480		- 6 480
92 422 6042 47033	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
92 422 7478 47035	Autres activités pour les jeunes - Participations autres organismes		- 5 966		- 5 966
92 422 6042 47035	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
	<i>Participation du Département</i>				
92 422 7473 47032	Autres activités pour les jeunes - Participations du Département		2 400		2 400
92 422 6042 47032	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
92 422 7473 47035	Autres activités pour les jeunes - Participations du Département		- 10 240		- 10 240
92 422 6042 47035	Autres activités pour les jeunes - Achats de prestations de services				
	Remboursement par la CAGB des taxes foncières activité transports suite à la mise à disposition de bâtiments.				
92 71 758 20500	Parc privé de la Ville - Produit divers de gestion courante		210 000		210 000
92 71 63512 20500	Parc privé de la Ville - Taxes foncières				210 000

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
92 95 773 99804 20200	Ajustement des imputations budgétaires pour régularisation TVA du Casino Municipal (délibération du 27 septembre 2001).			- 799 058	
90 95 2313 99804 20200	Aides au tourisme - Mandats annulés sur exercices antérieurs - Modernisation de l'UIOM	799 058			
	Aides au tourisme - Constructions - Modernisation UIOM				
90 322 2188 86021 52000	Redéploiement de crédits pour achat de matériel informatique (Musée du Temps).		- 22 000		
90 322 2183 86021 10100	Musées - Autres immobilisations corporelles - Palais Granvelle Musée du Temps		22 000		
	Musées - Matériel de bureau et matériel informatique - Palais Granvelle Musée du Temps				
90 322 2313 00509 30900	Redéploiement de crédits pour réaliser des travaux de sécurité.		- 18 460		
90 421 2313 01617 30900	Musées - Constructions - Domaine de la culture		18 460		
	Centres de loisirs - Constructions - Francas aménagement locaux				
92 90 6068 30200	Aliénation d'un terrain communal rue Kastler (zone d'activité des Champs Montants) : ajustement de crédits pour prendre en charge la différence de prix (délibération du 24 février 2001).				- 77 088
92 90 6572 91036 30200	Interventions économiques - Autres matières et fournitures				77 088
	Interventions économiques - Subvention d'équipement aux personnes de droit privé - Interventions diverses dans le secteur économie				
90 824 2031 95010 30100	Redéploiement de crédits pour financer une étude sur le Plan Local d'Urbanisme.		- 15 000		
90 824 2031 00501 30100	Autres opérations d'aménagement urbain - Frais d'études - Aménagement secteur des Prés de Vaux et port fluvial		15 000		
	Autres opérations d'aménagement urbain - Frais d'études - Domaine de l'urbanisme et de l'action foncière				

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
92 822 673 89069 20200	Régularisation écritures de TVA concernant le parking du Marché. Voirie communale et routes - Titres annulés sur exercices antérieurs - Parking des Remparts Dérasés				298 800
92 822 7337 89069 20200	Voirie communale et routes - Droits de stationnement - Parking des Remparts Dérasés			298 800	
914 2185 00509 20200	Ajustements d'écritures d'ordre sur cessions d'actif enregistrées en 2000 <i>Ventes d'animaux</i> Transferts entre sections - Cheptel - Domaine de la culture	27 150			
934 675 00509 20200	Transferts entre sections - Valeurs comptables des immobilisations cédées - Domaine de la culture				27 150
914 2111 00501 20200	<i>Echange de terrains avec le CHU Boulevard Fleming</i> Transferts entre sections - Terrains nus - Domaine de l'urbanisme et de l'action foncière	58 896			
934 675 00501 20200	Transferts entre sections - Valeurs comptables des immobilisations cédées - Domaine de l'urbanisme et de l'action foncière				58 896
914 2112 00501 20200	<i>Vente délaissé de voirie route d'Avanne</i> Transferts entre sections - Terrains de voirie - Domaine de l'urbanisme et de l'action foncière	14 550			
934 675 00501 20200	Transferts entre sections - Valeurs comptables des immobilisations cédées - Domaine de l'urbanisme et de l'action foncière				14 550
914 2185 00509 20200	Ajustements d'écritures d'ordre sur cessions d'actif enregistrées en 1999 <i>Vente d'animaux</i> Transferts entre sections - Cheptel - Domaine de la culture	16 686			
934 675 00509 20200	Transferts entre sections - Valeurs comptables des immobilisations cédées - Domaine de la culture				16 686

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	Ajustements des crédits d'amortissement des immobilisations (écritures d'ordre).				
914 28031 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations incorporelles - Amortissements des frais d'études	210 200			
914 2805 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations incorporelles - Amortissements des concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	879 700			
914 2808 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations incorporelles - Amortissements des autres immobilisations incorporelles	43 800			
914 281538 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements des autres réseaux	- 41 500			
914 28157 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements matériel et outillage de voirie	- 500			
914 281578 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements autres matériel et outillage	22 300			
914 28158 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements des installations techniques, matériel et outillage industriels - Autres	31 400			
914 28182 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements du matériel de transport	301 400			
914 28183 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements du matériel de bureau et matériel informatique	719 800			
914 28184 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations corporelles - Amortissements du mobilier	177 500			
914 28184.0 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations incorporelles - Amortissements du mobilier	100			
914 28188 20200	Transferts entre sections - Amortissements immobilisations incorporelles - Amortissements des autres immobilisations corporelles	612 500			
934 6811 20200	Transferts entre sections - Dotations aux amortissements et provisions - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles				2 956 700

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
92 020 775 95069 10100	Projet Lumière : transfert de la Ville au Syndicat Lumière - Ecritures de régularisation préalables entre la Ville et ses différents partenaires. Ajustements des ouvertures de crédits par rapport aux titres de recettes émis en 2001 Administration générale de la collectivité - Produits des cessions d'immobilisations - Réseau fibre optique Besançon Lumière		11 029		
90 020 21538 9506 10100	Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière	11 029			
92 020 758 95069 10100	Remboursement par les partenaires des frais de dossiers et d'études supportés par la Ville de Besançon et réaffectation en dépenses. Administration générale de la collectivité - Produits divers de gestion courante - Réseau fibre optique Besançon Lumière			120 864	
90 020 21538 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		120 864		
92 020 658 95069 10100	Ajustement des ouvertures de crédits concernant la rétrocession de fibres optiques au Ministère de la Défense. Administration générale de la collectivité - Charges diverses de gestion courante - Réseau fibre optique Besançon Lumière				- 440 000
90 020 21538 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		440 000		
90 020 1311 95069 10100	Rétrocession de fibres optiques par la Préfecture. Administration générale de la collectivité - Subventions d'équipement de l'Etat - Réseau fibre optique Besançon Lumière	440 000			
90 020 21538 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		440 000		

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
92 020 658 95069 10100	Remboursement des droits d'entrée versés à la Ville de Besançon par les partenaires (reliquat à imputer en section d'investissement). Administration générale de la collectivité - Charges diverses de gestion courante - Réseau fibre optique Besançon Lumière		164 977		- 164 977
90 020 21538 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière				
90 020 2031 95069 10100	Etude sur le développement réseau (Tactis) (à imputer en section de fonctionnement). Administration générale de la collectivité - Frais d'études - Réseau fibre optique Besançon Lumière	75 978			
92 020 617 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Etudes et recherches - Réseau fibre optique Besançon Lumière				75 978
910 205 00505 10100	Travaux en régie effectués pour le Réseau Lumière. Opérations patrimoniales - Concessions et droits similaires, brevets, licences - Réseau fibre optique Besançon Lumière	517 332			
910 21538 95069 10100	Opérations patrimoniales - Installations sur réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		517 332		
90 020 21538 95069 20200	Annulation de la vente de fibres optiques au CCAS, remplacée par un droit d'usage. Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		41 620		
92 020 773 95069 20200	Administration générale de la collectivité - Mandats annulés sur exercices antérieurs - Réseau fibre optique Besançon Lumière			41 620	

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
92 020 673 95069 20200	Annulation de la vente de fibres optiques au CCAS, remplacée par un droit d'usage (suite). Administration générale de la collectivité - Titres annulés sur exercices antérieurs - Réseau fibre optique Besançon Lumière				41 620
92 020 70688 95069 20200	Administration générale de la collectivité - Autres prestations de services - Réseau fibre optique Besançon Lumière			41 620	
90 020 21538 95069 10100	Encaissement du droit d'usage payé par le CCAS pour le raccordement du Foyer «Les Gérardiums». Administration générale de la collectivité - Autres réseaux - Réseau fibre optique Besançon Lumière		103 404		
92 020 70688 95069 10100	Administration générale de la collectivité - Autres prestations de services - Réseau fibre optique Besançon Lumière			103 404	
92 311 6574 41026	Redéploiement de crédits pour financer l'indexation de la subvention versée à M. BRUNEL (Opéra-Théâtre). Expression musicale, lyrique et chorégraphique - Subvention de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé				56 000
92 33 6288 41050	Action culturelle - Frais divers				- 56 000
90 411 2313 00405 33000	Annulation de crédits reportés (opérations réalisées à un niveau inférieur aux prévisions). <i>Palais des Sports, travaux d'aménagement Championnat du Monde de handball</i> Salle de sport, gymnases - Immobilisations corporelles en cours - Palais des Sports Championnat du Monde		- 173 000		

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
90 824 2313 95010 33000	Annulation de crédits reportés (opérations réalisées à un niveau inférieur aux prévisions) (suite) <i>Démolitions de bâtiments site des Prés de Vaux</i> Autres opérations d'aménagement urbain - Immobilisations corporelles en cours - Aménagement des Prés de Vaux et port fluvial			- 437 000	
90 412 2313 99188 33000	<i>Travaux stade Léo Lagrange</i> <u>Réfection châssis vitrés de la buvette</u> Stades - Immobilisations corporelles en cours - Stade Léo Lagrange terrain tribune 2ème phase			310 000	
90 412 2313 00626 33000	<u>Restructuration honoraires maîtrise d'oeuvre</u> Stades - Immobilisations corporelles en cours - Stade Léo Lagrange restructuration 3ème phase			300 000	
	Total Budget Principal	4 906 350	1 831 326	713 421	3 067 681
	Total Budget Principal en Euros	747 968	279 184	108 760	467 665
	BUDGET EAUX				
892 10238 512 30700	Encaissement des aides de l'Agence de l'Eau pour la réalisation de travaux de suppression de branchements en plomb suivant la convention n° 010527. Complément de dotation - Organismes autres que l'Etat - Suppression de branchements en plomb (subvention)	210 000			
892 10238 512 30700	Encaissement des aides de l'Agence de l'Eau pour l'amélioration du fonctionnement de la station Saint-Jean suivant la convention n° 010529. Complément de dotation - Organismes autres que l'Etat - Amélioration du fonctionnement de la station Saint-Jean (subvention)	63 000			
	Total Budget Eaux	264 000	0	0	0
	Total Budget Eaux en Euros	40 247	0	0	0

I - Votes de crédits induits par divers ajustements budgétaires en recettes et en dépenses

Imputations	Libellés	Votes de crédits repris par décisions modificatives			
		Investissement		Fonctionnement	
		Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	BUDGET ASSAINISSEMENT				
893	Encaissement en fonctionnement d'une partie des aides de l'Agence de l'Eau (convention n° 011550).				
	Complément de dotation - Organismes autres que l'Etat - Cartographie	- 67 000			
993741 89020 30800	Subvention d'exploitation - Prime d'épuration - Cartographie		67 000		
	Total Budget Assainissement	- 67 000	0	67 000	0
	Total Budget Assainissement en Euros	- 10 214	0	10 214	0
	BUDGET DÉCHETS				
	Encaissement et réaffectation d'une subvention du Conseil Général concernant la modernisation de l'UIOM.				
897	Subvention investissement collectivités et établissements publics - Modernisation de l'UIOM	3 000 000			
897	Immobilisation en cours - Modernisation de l'UIOM		3 000 000		
	Total Budget Déchets	3 000 000	3 000 000	0	0
	Total Budget Déchets en Euros	457 347	457 347	0	0

II - Crédits complémentaires par affectation partielle de l'excédent de fonctionnement du CA 2000 du Budget Déchets

Imputations	Opération	Montant demandé de crédit complémentaire	Votes de crédits repris au Budget Déchets par décisions modificatives par affectation partielle de l'excédent de fonctionnement du CA 2000	
			Investissement	Fonctionnement
BUDGET DÉCHETS				
997 6411 32000	Crédits de personnel	600 000		600 000
997 60224 32000	Crédits d'habillement	100 000		100 000
997 60223 32000	Achat de pièces détachées	150 000		150 000
	Total Budget Déchets	850 000		850 000
	Total Budget Déchets en Euros	129 582		129 582

III - Crédits complémentaires par reprise sur les comptes de dépenses imprévues

Imputation	Opération	Montant demande crédits complémentaires (en francs)	Crédits accordés	
			Transfert des comptes de dépenses imprévues	Fonctionnement CH 918 et CH 938 (en francs)
BUDGET PRINCIPAL				
<i>Communication</i>				
92 023 60228 300	Achat de convertisseurs euro lié aux formations Info Point Europe	10 000		10 000
<i>Sports</i>				
92 413 61558 20300	Entretien et réparation à la piscine La Fayette	102 000		102 000
<i>Administration Générale</i>				
92 414 6132 20500	Augmentation du loyer de la Halte Nautique, pont de la République	7 500		7 500
92 71 63512 20500	Ajustement impôts et taxes	100 000		100 000
92 71 614 20500	Charges de copropriété et de conteneurs	350 000		350 000
92 815 7397 82002 20500	Remboursement à diverses entreprises de cotisations de versement transport indûment perçues	35 500		35 500
<i>Urbanisme</i>				
90 824 21318 501 30100	Consignation de 15% de la valeur d'un bien pour lequel la ville a préempté	225 000	225 000	
<i>Bâtiments</i>				
92 411 61522 33000	Travaux au gymnase des Clairs Soleils suite au sinistre du 16/04/2001 dans l'attente du versement de l'indemnité d'assurance	131 350		131 350
90 412 2313 99188 33000	Stade Léo Lagrange - travaux de sécurité (réfection du mur mitoyen)	300 000	300 000	
	Total Budget Principal en francs	1 261 350	525 000	736 350
	Total Budget Principal en €	192 292	80 036	112 256

Le Conseil Municipal est invité à approuver les ajustements budgétaires en dépenses et recettes et les transferts décrits en annexe sur les comptes de dépenses imprévues.

«**M. LE MAIRE** : Si vous avez des questions de fond, on peut demander aux services qu'ils vous expliquent.

M. Bernard LAMBERT : A la page 5, on voit des remboursements de frais avancés par la Ville, en investissement et en fonctionnement, en lieu et place des partenaires. Ces derniers, Région, Département et Etat entre autres ont-ils remboursé les avances engagées par la Ville ? C'est ma première question...

M. LE MAIRE : Je vais moins vite que vous parce que vous avez dû mettre un coup de surligneur... Quel est le montant ?

M. Bernard LAMBERT : 120 KF.

M. LE MAIRE : S'il y a une décision en dépenses et en recettes, certainement qu'ils sont en train de le faire. Je vous avoue que je ne pointe pas les chèques qui arrivent chaque jour, on fait confiance aux services. On me confirme que la Région a bien payé.

M. Bernard LAMBERT : Autre question : la subvention du Département pour la modernisation de l'usine d'incinération à hauteur de 3 MF était-elle prévue au budget 2001 ? Si elle ne l'est pas, Monsieur le Maire, c'est une subvention exceptionnelle. Question : qu'allez-vous en faire ?

M. LE MAIRE : Bien l'utiliser ! Nous ne savions pas que nous allions avoir cette subvention, il y a eu des discussions avec le Département, nous avons 3 millions, c'est donc une bonne nouvelle. On va bien sûr l'affecter aux travaux de l'usine puisque vous savez bien que c'est un budget annexe et qu'on ne peut pas faire rentrer cet argent dans les caisses de la ville et je peux vous dire que malgré ces 3 millions, la charge pour les collectivités va encore être très importante, vous connaissez le coût de l'usine d'incinération.

Si vous avez vraiment des questions très pointues, vous demandez aux services auxquels je pense qu'on doit faire confiance et, s'il y a des problèmes politiques par rapport à ça, vous en parlez mais quand vous voyez que c'est équilibré en dépenses et en recettes, il s'agit souvent d'opérations comptables.

M. Bernard LAMBERT : Je suis content de savoir que cette subvention de 3 MF est exceptionnelle et qu'elle sera utilisée à bon escient.

M. LE MAIRE : Est-ce que vous avez déjà vu des subventions utilisées à mauvais escient ? Moi je n'en connais pas.

M. Pascal BONNET : Il y a un transfert de crédit peu conséquent, 15 000 F, qui partent de l'aménagement des Prés de Vaux et du port fluvial vers une étude sur le PLU. Je voulais savoir s'il s'agissait d'une étude Prés de Vaux Port fluvial qui est reportée ou d'un moindre coût qui permet de redéployer.

M. LE MAIRE : Mais vous êtes impossible ! C'est une étude qui a dû coûter moins cher et on déplace ce crédit, je ne sais pas. C'est des opérations qui sont faites au niveau des services et je vais vous faire un aveu, un véritable aveu : moi je fais confiance aux services. Ce sont des ajustements, on prévoit des sommes et on a besoin de 15 000 F de plus, 15 000 F de moins, et les services ajustent à l'intérieur de leur budget. Moi très honnêtement, ce ne sont pas vraiment des choses sur lesquelles je me polarise. J'aime mieux parler des grands sujets, je fais totalement confiance aux services mais vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez.

M. Pascal BONNET : On n'a pas de réponse.

M. LE MAIRE : Mais si, vous avez une réponse ! Monsieur BOYER vous ferez une réponse écrite à M. BONNET avec copie à M. RENOUD-GRAPPIN qui demande également à quoi correspondent ces 15 000 F. Vous avez remarqué qu'il y a souvent des petits astérisques qui vous renvoient à la fin où l'on vous donne des explications pour les sujets qui pourraient prêter à discussion».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable de la Commission du Budget, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte les propositions du Rapporteur.

Récépissé préfectoral du 16 novembre 2001.